

«Les libéraux qui ne veulent pas de la N-VA peuvent voter Open Vld»

LES PHRASES CLÉS

«Didier Reynders essaye de gagner sur tous les tableaux. Ce faisant, il se fait des ennemis.»

«Le discours et l'attitude de la N-VA se rapprochent de plus en plus du Vlaams Belang. C'est difficile à soutenir pour un libéral.»

«Les résultats de la politique de Ben Weyts ne sont pas fameux. La mobilité est catastrophique en Flandre.»

INTERVIEW MATHIEU COLLEYN

C'est la semaine de carnaval. Guy Vanhengel prend volontiers un peu de distance. «Je n'avais pas envie de mettre un costume et d'aller au bureau», avait-il prévenu au téléphone. Le ministre bruxellois des Finances et patron l'Open Vld dans la capitale nous a donc reçu dans son antre. Son «garage», sa «man's cave» dans laquelle il a aménagé un petit bar où pendent des verres à Orval et à Duvel, «pour recevoir les copains». C'est dans cet ancien atelier de sculpteur jouxtant sa maison everoise qu'il bricole (il s'attaque à la restauration d'une horloge XIX^e), entretient sa Ducati et range ses nombreux souvenirs. «Chaque objet à son histoire», répète-t-il. Des anciens calendriers Pirelli, à cette vieille moto de course, un ancêtre appartenant à son fils, en passant par un vieux panneau publicitaire Het Laatste Nieuws, journal pour lequel il a travaillé plusieurs années, des photos de son mentor Guy Verhofstadt ou encore du très jeune Eddy Merckx lorsqu'il roulait pour une équipe cycliste d'Evere. L'exposé tout en zwanzes à bien duré 40 minutes. L'espace rédactionnel n'étant pas infini, passons au sujet du jour: la politique bruxelloise. Guy Vanhengel baisse le niveau de Jazz 24, une web radio de Seattle qu'il apprécie pour son soft jazz diffusé en continu, «sans publicité».

Premier café. On attaque sur l'harmonie libérale à Bruxelles. Didier Reynders s'est fait remarquer la semaine dernière en évoquant une éventuelle collaboration MR/N-

VA au sein de l'exécutif bruxellois qui sortirait du scrutin régional de 2019. Sans un mot pour son partenaire néerlandophone naturel, l'Open Vld. Il y a toujours de l'eau dans le gaz? «Didier essaye de gagner sur tous les tableaux. Cela ne va pas. Lors des élections précédentes, il avait déjà essayé d'expliquer aux Bruxellois que voter Vld, ce n'était plus utile (petit rappel, la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde venait de diminuer la représentation des partis néerlandophones bruxellois à la Chambre, NDLR). Il a essayé de rafler nos voix, maintenant, il essaye de rafler des voix à la N-VA. Ce faisant, il se fait des ennemis, des inimités, sourit Vanhengel. Pourtant, MR et Vld collaborent très bien dans beaucoup de communes. À Bruxelles, il y a deux MR...»

L'épisode mérite selon lui une petite leçon de politique, sauce bruxelloise. «La majorité au gouvernement bruxellois se fait en deux étapes, professe Guy Vanhengel. Il faut une majorité flamande, soit 9 députés sur 17 et une

majorité francophone. Qui décide des deux majorités? Les francophones entre eux et les néerlandophones entre eux, d'où un gouvernement asymétrique: côté francophone, on ne voulait pas du MR et de l'autre côté l'Open Vld est présent. Pour cause, il est le plus grand parti néerlandophone, la dernière fois j'ai fait un score personnel plus élevé que toutes les voix du CD&V... Donc Reynders peut dire ce qu'il veut...», ponctue Guy Vanhengel dans un grand rire sarcastique.

Francophones, votez pour moi

On lui répond que le Vld pourrait bien déchanter en 2019. À Bruxelles, la N-VA a de bonnes chances d'être en meilleure forme électorale qu'en 2014 où elle avait obtenu 3 sièges contre 5 à l'Open Vld. Peut-être même avec l'appui de votes francophones. Pas de quoi ébranler la zénitude du ministre. Il déroule: «Le discours et l'attitude de la N-VA se rapprochent de plus en plus du Vlaams Belang, on le voit avec les communications de ses deux figures de proue, Francken et Jambon. Cela devient de plus en plus compliqué à soutenir pour un libéral. Je ne parle pas des actes mais des discours où l'on se permet tout et n'importe quoi: leurs actes ne sont pas aussi radicaux que leur communication qu'ils développent volontairement. Je dis donc aux libéraux qui estiment que cela, c'est too much, qu'ils ont le choix: ils peuvent voter pour l'Open Vld. Il y en a un qui annonce la couleur, c'est Reynders! Alors attention, pour ceux qui ne veulent pas de ce type de discours et veulent éviter que l'institution bruxelloise soit utilisée pour nous rapprocher de la fin du pays, il y a une alternative: c'est nous, les libéraux sociaux.» Message reçu, libéral francophone?

La N-VA annonce aussi la couleur, elle veut participer à la gestion de la Région. Vanhengel bondit. C'est l'exclusive. «La N-VA n'est pas apte à gouverner Bruxelles car elle n'en veut pas, de Bruxelles comme Région. Si on veut éviter que la N-VA s'interfère, avec la complicité du MR apparemment, alors il faut voter Open

Vld! La N-VA suit rigoureusement une ligne de conduite qui s'applique à tous les niveaux: tout ce qui peut nuire ou compliquer la future indépendance flamande doit être évité. Dans cette vision, Bruxelles comme Région est problématique et ne peut pas prospérer. C'est d'une approche métropolitaine dont on a besoin pour résoudre nos problèmes. Mais de cela, ils ne veulent pas. Ils sont opposés à l'augmentation des capacités de l'enseignement néerlandophone à Bruxelles. Ce qu'ils veulent, c'est la cession de Bruxelles par les Communautés et maintenir son carcan territorial et économique.»

Ben, ce brave homme

Et qu'on ne lui parle pas de Ben Weyts. Le week-end dernier dans L'Echo, le ministre N-VA de la Mobilité en Flandre voulait donner un grand coup de pied dans la fourmière bruxelloise. Et après tout, en 2014, peu de monde imaginait la N-VA au niveau fédéral. Trois ans plus tard, elle est toujours bien accrochée au pouvoir national. Pourquoi pas en Région bruxelloise? Le bon Vanhengel explose. «Ce serait pour faire quoi? Ben Weyts? On peut m'expliquer à quoi ce brave homme est déjà parvenu en Flandre? Les problèmes de mobilité à Anvers sont pires que les nôtres. Les problèmes de mobilité en général sont catastrophiques en Flandre. Et cela a des conséquences chez nous, à Bruxelles. Le nombre de navetteurs venant en voiture privée à Bruxelles ne fait qu'augmenter mais aucun effort n'est fait, par exemple, pour la construction de parkings de dissuasion près des gares flamandes. C'est l'homme qui fait de la com' mais personne ne

regarde les résultats de sa politique. Ils ne sont pas fameux. Il en est ostent avec son projet de ring? Pourtant, il faut fluidifier le trafic. Bientôt, il va dire que c'est de notre faute si ça n'avance pas. Et c'est lui qui va venir régler les problèmes de Bruxelles? Dank U wel...»

Et avec Pascal Smet, c'est mieux? Le ministre sp.a en charge de la mobilité au gouvernement bruxellois est fortement critiqué. Notamment sur la gestion des innombrables chantiers de la capitale. On le soupçonne de tout faire pour engluier les automobilistes. Monsieur Vanhengel se fait plus diplomate. «Pascal Smet a cette fâcheuse habitude de rechercher la polémique, j'essaye de lui dire gentiment qu'il vaut mieux éviter.» Mais... «On ne peut pas nous reprocher que cela n'avance pas et dire qu'on en fait trop. C'est un effort de tout le gouvernement. Il faut rénover les tunnels? Eh bien, on les rénove, bien sûr cela crée des soucis. Mais pour la mobilité, l'extérieur doit nous aider. À Bruxelles, de moins en moins de gens utilisent la voiture...»

Il repasse derrière le bar pour faire un deuxième café. On souffle avant de poursuivre sur la gouvernance et le PS bruxellois, laminé par le scandale du Samusocial. Mérite-t-il encore le pouvoir? «Je fais de la politique depuis 20 ans... c'est trop facile de culpabiliser et de faire l'amalgame avec tout un parti sur la base de comportements individuels inacceptables», répond Vanhengel. Et là, surprise. Un mea culpa: «Donc je n'ai pas vu, je n'étais

pas au courant. Cette responsabilité va au-delà du PS, c'est une responsabilité politique collective. Elle implique qu'on doit mettre de l'ordre, être encore plus rigoureux, encore plus transparent. Mais il faut rester lucide et faire la part des choses. Lancer des débats sur le décumul suite à ces événements... cela n'a rien à voir.»

Ne pas déforcer le club

De fait, on reproche à l'Open Vld de bloquer le décumul intégral des mandats qui fait l'objet d'une proposition au Parlement bruxellois. Certains vont jusqu'à évoquer un passage en force, c'est-à-dire un vote sans majorité dans le groupe néerlandophone. L'Everois confirme et assume son opposition ferme au décumul. «Pour nous, le statut du parle-

mentaire doit être le même partout et on se calque sur la Chambre. Ensuite, il y a une particularité à Bruxelles. Une minorité comme la nôtre a besoin de gens qui ont un ancrage local fort. Tous mes mandataires ont un ancrage local important et cela fait le succès de mon parti. La N-VA n'a personne au niveau local. Ce décumul, c'est déforcer notre club et ça, je ne l'accepterai pas.»

Tête de liste

Pour Guy Vanhengel, les problèmes sont d'abord venus de l'opacité et de la gestion des innombrables ASBL de la Ville de Bruxelles. Cette dernière vient d'ailleurs de supprimer 450 mandats locaux. «Le problème des ASBL de la Ville est connu depuis des années, notre programme prévoyait d'ailleurs un grand nettoyage. Cela n'a pas été fait... l'Open Vld était présent à la ville hein...», concède-t-il. Toutes ces affaires n'ont toutefois pas eu raison de la collaboration entre PS et Open Vld, à la Ville de Bruxelles comme à la Région où Guy Vanhengel et le ministre-président Vervoort (ils se présentent sur la même liste à Evere) forment un axe fort. Aujourd'hui, toute association avec le PS nuit à l'image d'un parti, surtout en Flandre. «Qui cultive cela? la N-VA qui se cherche toujours un ennemi extérieur. Et une partie des libéraux aussi, c'est vrai.» Un Open Vld qui n'est pas très en forme en Flandre. Pour Vanhengel, son parti ferait mieux de «faire comme nous le faisons à Bruxelles: rester sur nos convictions et ne pas se faire entraîner par le parti leader. Là-dessus, mon opinion est connue dans le parti». Il ajoute: «L'erreur a été de ne pas obliger la N-VA à fournir le Premier ministre, normalement, c'est le leader du premier parti qui assume cette fonction. Cela place les responsabilités là où elles doivent être. Ici, l'homme fort est à Anvers et peut rester hors de la mêlée. Etre dedans et dehors à la fois.»

Il sert un troisième café. Pour la route. Et une dernière question. «Oui, je suis candidat tête de liste pour les régionales de 2019. Je viens d'avoir 60 ans et je continuerai jusqu'à mes 65.» La prochaine législature ne sera alors pas tout à fait terminée.

Avis aux successeurs.

«Anderlecht et l'Union belge ont toujours besoin d'un nouveau stade»

«Nous estimons toujours que le meilleur endroit pour une infrastructure de ce type-là, c'est le parking C.» Quelques semaines après le refus du gouvernement flamand d'octroyer un permis au projet introduit par le promoteur Ghelamco, Guy Vanhengel est prêt à affronter le dossier du stade national sans tabou. Malgré les déboires du dossier et les réticences de la Ville de Bruxelles, le ministre Open Vld continue de soutenir la construction d'un stade sur le parking C. «Nous avons les 6 hectares nécessaires, en bordure du ring, en complémentarité avec les infrastructures du plateau du Heysel avec la possibilité de créer un parking de dissuasion avec un accès direct au tram qui mène au centre-ville», plaide celui qui fut une cheville ouvrière du projet de stade national.

Oui mais sans permis d'urbanisme et sans espoir de voir Bruxelles organiser l'Euro 2020, le promoteur Ghelamco est dans les choux. Est-il suffisamment crédible pour poursuivre, éventuellement dans un projet moins ambitieux? «Il y a eu une défaillance du côté de Ghelamco qui s'était engagé à obtenir ce permis, concède Guy Vanhengel. Maintenant il y a peut-être des raisons à cette situation.» Ha? «Il va falloir voir quelle infrastructure est accep-

«Tout s'est bien passé jusqu'à ce qu'on attribue le marché à Ghelamco. Maintenant il va falloir être clair, les yeux dans les yeux.»

table en vertu des règles urbanistiques flamandes. Il a été affirmé que Ghelamco a monté un dossier correct, en concertation avec l'administration flamande et à la fin du processus, on voit des drôles de choses. On lui reproche de doubler les surfaces récréatives. On m'aurait parlé d'une différence de 10 ou 15%, OK. Mais le double! C'est quoi ça? Je ne comprends pas. On dirait que la nouvelle réglementation n'est pas très

claire même pour l'administration flamande... On a laissé Ghelamco monter son dossier avant de lui reprocher ces écarts...»

Arbitraire politique

Ce n'est pas fini. «Il y a eu de l'arbitraire politique venant de la N-VA.» Et Guy Vanhengel de raconter l'histoire des petits terrains en friche appartenant à l'administration flamande et dont Ghelamco avait besoin pour son projet. «Le directeur de l'administration concernée a dit à Ghelamco, par écrit, 'pas de

problème, on vous cédera ces petits bouts de terrain' sans grande valeur. Et puis un ministre dont le gouvernement avait approuvé la construction du stade sur le C est intervenu en disant: jamais je ne vendrai ces terrains.» Le ministre visé n'est autre que Ben Weyts (N-VA), en charge de la périphérie bruxelloise au sein du gouvernement flamand.

Mais revenons-en à la question. En tant que ministre bruxellois, Guy Vanhengel soutient-il encore la construction par Ghelamco d'un nouveau stade sur le parking C? La Ville de Bruxelles n'en fait plus mystère, elle va tenter de se désengager de la convention emphytéotique signée avec l'entreprise de Paul Gheysens. «J'en suis persuadé, si le club d'Anderlecht, pour autant qu'il continue à se développer sportivement, a besoin d'une nouvelle infrastructure plus grande, répond le ministre. Or une augmentation de la capacité de ses installations au parc Astrid provoquerait trop de nuisances dans un quartier fortement urbanisé. Enfin, mon opinion personnelle est que l'Union belge a besoin d'un stade confortable et répondant aux normes UEFA comme il en existe dans les pays avoisinants. Un stade dans lequel on peut développer ce business, car il s'agit bien d'un business. La complémentarité du projet avec les infrastructures présentes au Heysel – le palais 12, le palais des Expositions, etc. – permet la rentabilité du projet.» Le libéral bruxellois se dit aussi dans l'attente de l'analyse «fine» du bail emphytéotique par les juristes mandatés par la Ville de Bruxelles avant d'aller plus loin.

Et une rénovation du stade Roi Baudouin? «Ceux qui s'y connaissent disent qu'il faut une démolition-reconstruction. Pourquoi le faire à l'endroit qui n'est pas le meilleur. Le par-

king C est le meilleur endroit. Ensuite, qui va payer et comment rentabiliser pareil investissement?» On sent comme une lassitude. «Il va falloir arrêter de se tromper les uns les autres, finit par plaider Guy Vanhengel. Il va falloir que chacun mette carte sur table et dise ce qu'il veut. Le dossier a été monté suite à la demande de deux partenaires. L'Union belge car elle voulait qu'on soit candidat pour l'Euro 2020. Et un club domestique de première classe qui demande une infrastructure plus importante que celle du parc Astrid. On s'est lancé. Tout cela s'est bien déroulé jusqu'à ce que le marché soit attribué à Ghelamco. Il y a eu des changements au niveau du foot avec la prise de pouvoir de Bart Verhaeghe à l'Union belge et le début de la vente du club d'Anderlecht. Les deux soutiens pour lesquels le monde politique a monté le dossier ont alors fondu comme neige au soleil... Personne n'a voulu payer alors on est venu voir les autorités. Nous, on a démarré le projet et puis on a vu les gens se désister ou dire que cela ne les concernait plus. Maintenant il va falloir être clair... les yeux dans les yeux.»

Guy Vanhengel, patron de l'Open Vld bruxellois, réplique à Didier Reynders et se pose en rempart contre un éventuel axe MR/N-VA. Le ministre régional des Finances souhaite être tête de liste en 2019. Il continue de soutenir un projet de stade sur le parking C et s'oppose au décumul intégral.